

CrCD-NA

Coordination régionale des Conseils de Développement de Nouvelle-Aquitaine

présente

RURAL-URBAIN
EN NOUVELLE-AQUITAINE :
**répondre aux attentes
citoyennes par
de nouvelles coopérations ?**

Synthèse du rapport

**« Quelles alliances des territoires ruraux
et urbains en Nouvelle-Aquitaine »**

mai 2020

Les Conseils de Développement de la Nouvelle Aquitaine sont réunis depuis 2018 dans une coordination régionale. Ils ont souhaité fonder leur coopération sur des travaux communs : débattre, échanger, partager leurs expériences, construire une vision commune sur l'avenir des territoires néo-aquitains... Pour cette première auto-saisine, le thème rural-urbain est apparu comme une évidence à l'heure des nouvelles résiliences à faire émerger.

ELAN Haute Vienne

Limoges

La Rochelle

Grand Cognac – PETR Ouest Charentes

Rochefort Océan

Royan Atlantique

Aunis

Haut Val de Sèvre

Grand Poitiers

Grand Angoulême

Saintes

Grand Bergeracois

Périgord Vert

Bordeaux Métropole

Grand Libournais

Val de Garonne

Adour Landes Océanes

Pays Basque

Pays du Béarn

Finie la lecture binaire entre urbain et rural où la ville était confinée dans ses enceintes et la campagne était tout ce qu'il y avait en dehors. La tertiarisation de l'emploi, l'émergence du périurbain, la métropolisation ou encore l'urbanisation de nos modes de vie ont troublé les frontières de cette dichotomie urbain/rural.

Les territoires de Nouvelle-Aquitaine sont globalement partagés entre l'attractivité de quelques zones urbaines et un vaste territoire rural irrigué par un réseau de villes petites et moyennes. Les transports, la santé, l'alimentation, les services publics, le travail, la qualité de vie sont autant d'enjeux qui impactent de façon concrète les parcours de vie et les choix de résidence des habitant.e.s de la nouvelle région.

Les conseils de développement de Nouvelle-Aquitaine ont souhaité interroger les atouts et les difficultés de leurs territoires, les alliances à réinventer entre espaces ruraux et urbains.

Le Rapport ici synthétisé est le résultat d'un travail collaboratif :

- Une enquête commune en ligne (mars-juin 2019) : près de 1300 réponses au total !
- Un traitement des résultats quantitatifs et qualitatifs : données et expressions (cf. verbatim à suivre)
- Des éclairages extérieurs : rapports nationaux, universitaires...
- Une Analyse collective avec acteurs·trices et citoyen·ne·s grâce à une vingtaine de réunions (500 participants), dont 5 au niveau régional à Bayonne, Bordeaux, Cognac, Angoulême et La Rochelle...
- Une écriture collective d'un Rapport et de la présente synthèse...

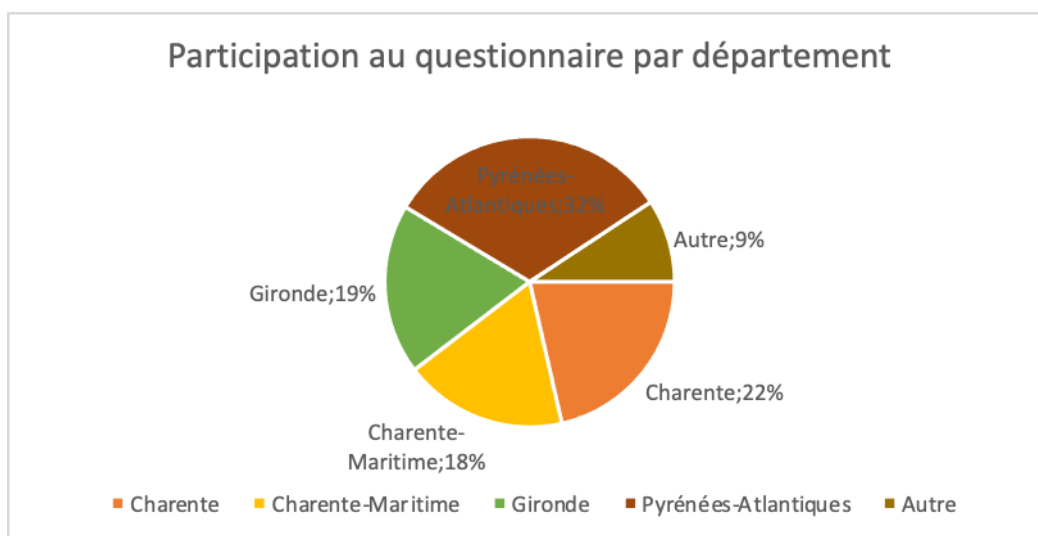
Entrepris au début du mouvement des gilets jaunes, poursuivi au moment du grand débat, ce travail collectif s'achève avec les lois « Engagement et Proximité » et à la veille de la crise sanitaire. Une crise qui ne peut que donner plus d'envergure encore aux enjeux qui sont ici évoqués.

Les principaux résultats de l'enquête régionale

1300 réponses

53% de femmes

(57% ne sont pas membres des conseils de développement)



Les principales tendances

Les résultats de l'enquête témoignent d'une certaine porosité des frontières entre urbain et rural.

Les 2/3 des sujets proposés sont considérés par les répondants comme à la fois ruraux et urbains.

Seuls six sont considérés majoritairement comme urbains : services de santé, pollution et nuisances, culture, numérique, emploi, mobilités et transports. Aucun item n'est considéré comme spécifique au rural, même si « sentiment d'appartenance » et « racines » sont associés surtout au rural

Les mobilités sont symptomatiques de cet affaïssement des barrières entre urbain et rural. Plus de la moitié des ruraux·ales étant habitant·e·s auparavant en ville et près du quart des urbain·e·s habitant avant à la campagne.

Au niveau des mobilités de travail ou de loisirs, 75% des ruraux-ales se déplacent en ville au moins une fois par semaine quand ils sont tout de même 30% des urbain.e.s à se rendre à la campagne quotidiennement.

Ainsi, on constate qu'au gré de nos parcours de vie, nos mobilités sont tout autant géographiques que sociales. On étudie en hyper-centre, la vie active se passe plus en périphérie et la retraite tend à s'urbaniser. Mais on cherche aussi à s'affranchir de ces appartenances géographiques grâce aux offres d'hyper-mobilité.

Si la frontière entre rural et urbain est floue, elle diffère suivant la culture et la sensibilité de chacun.e. Mais globalement, les territoires semblent bien appropriés par les citoyen.ne.s. qui ont répondu à l'enquête.

Quelles raisons et difficultés influant le choix de résidence ?

Les raisons du choix de résidence

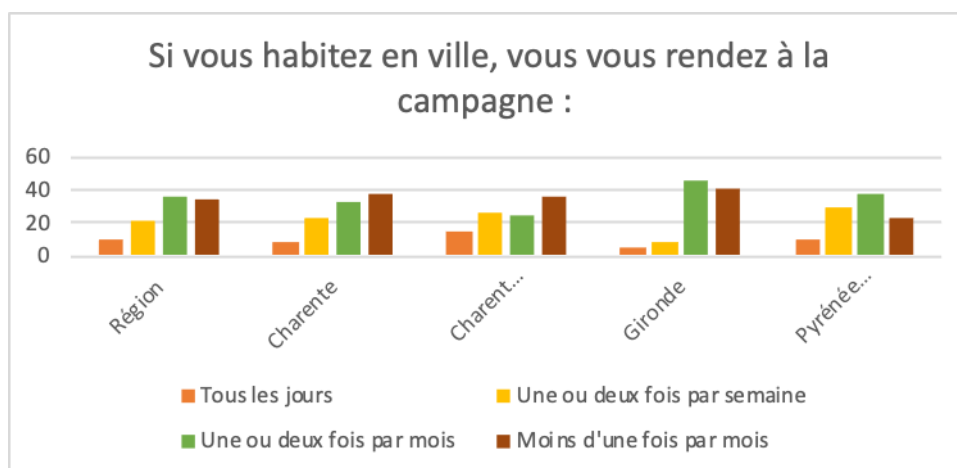
Urbain.e.s	1) Travail (38,2%) 2) Cadre de vie, environnement (22,3%) 3) Proximité des services (17,2%)
Ruraux.ales	1) Cadre de vie, environnement (50,2%) 2) Travail (19,7%) 3) Prix du logement (17,1%)
Autres	1) Cadre de vie, environnement (42%) 2) Travail (25,2%) 3) Autres (14%)

Les difficultés rencontrées dans le choix de résidence

Urbain.e.s	1) Prix du logement (63,8%) 2) Transports (8,8%) 3) Autres (8,4%)
Ruraux.ales	1) Transports (42%) 2) Proximité des services (13,6%) 3) Prix du logement (12,5%) et Travail (12,4%)
Autres	1) Transports (30,6%) 2) Prix du logement (21,8%) 3) Autres (16,1%)

Quelles mobilités entre ville(s) et campagne(s) ?

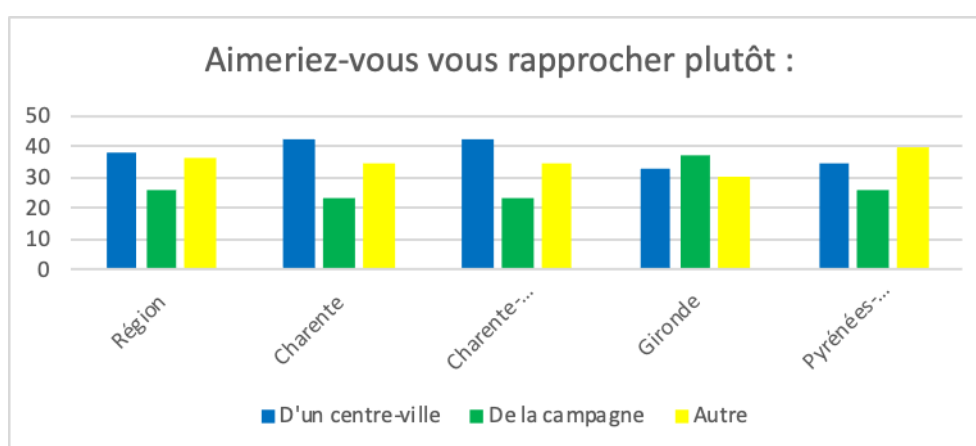
Si l'on connaît les mobilités quotidiennes des ruraux qui vont travailler en ville, le questionnaire nous fait découvrir l'importance des mobilités inverses : 10 % des urbains interrogés disent se rendre à la campagne tous les jours, 20 % une ou deux fois par semaine et 35 % une ou deux fois par mois, soit, en cumulant 65 % des personnes interrogées.



« Aimeriez-vous vous rapprocher plutôt de la ville ? De la campagne ? »

45% des plus de 65 ans répondent vouloir se rapprocher d'un centre-ville, 70% des 14-25 répondent vouloir vivre dans l'avenir ailleurs qu'en centre-ville.

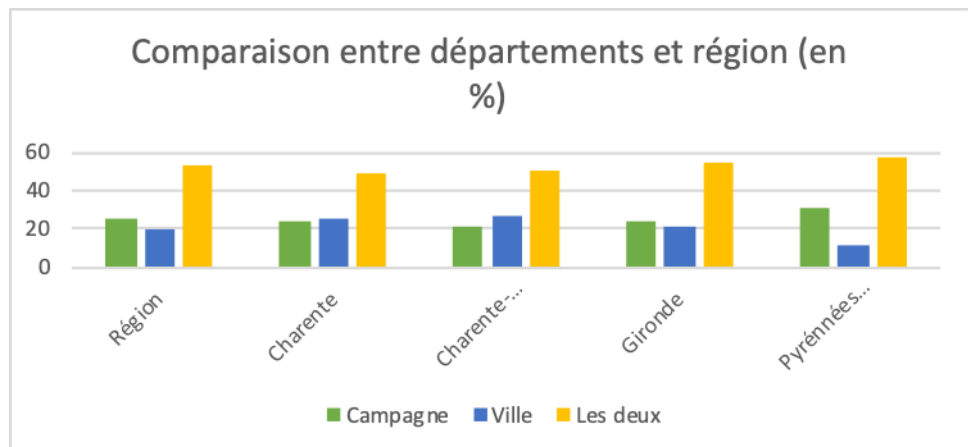
On note la différence de perception de l'urbain et du rural entre les seniors et les jeunes. Cette différence s'affirme également dans les concordances proposées.



Enfance, éducation, alimentation : ville ou campagne ?

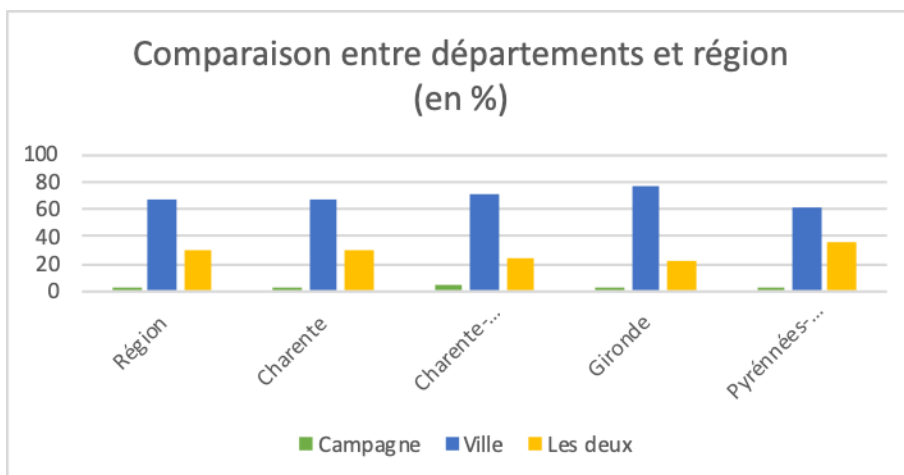
Si pour les urbain.e.s l'enfance est plus associée à la ville qu'à la campagne, pour les ruraux.ales c'est l'inverse !

L'alimentation est très majoritairement associée au rural.



C'est dans les réponses des habitant.e.s des Pyrénées-Atlantiques que l'on trouve le plus de contraste avec les autres territoires : le plus fort taux sur le lien rural/alimentation (89%), le plus fort taux d'association de l'enfance avec à la fois le monde rural et le monde urbain (57%), et la plus faible part de « ville ».

Vaut-il mieux vieillir en ville ou à la campagne ?



Les urbain.e.s pensent que le vieillissement est urbain pour 49,1% d'entre eux, soit presque 18 points de plus que les ruraux.ales.

On constate des perceptions différentes entre territoires : les habi-

tant.e.s de Charente-Maritime et Charente associent vieillissement surtout au monde urbain. Ceux de Gironde et des Pyrénées-Atlantiques associent le vieillissement à la fois à l'urbain et au rural.

La Ville reste le lieu où se concentrent emplois, loisirs, numérique et services de proximité, d'où l'hésitation perceptible dans les choix résidentiels des jeunes qui ressentent l'obligation d'être urbains. Pour les jeunes, la campagne est associée à vieillissement (57 % des 14/25 ans), tandis que 52 % des plus de 65 ans associent vieillissement et ville.

1^{er} enjeu : les femmes en première ligne ?

Dans les réponses au questionnaire, les femmes relatent leurs difficultés spécifiques dans l'accès à l'emploi et aux services. Majoritairement en charge des enfants, des personnes âgées ou en situation de handicap, elles recherchent des solutions pratiques pour résoudre les problèmes de la vie quotidienne.

Les inégalités territoriales s'imbriquent avec les inégalités de genre.

Les enquêtes nationales montrent que les femmes se trouvent en première ligne face aux discriminations, à la pauvreté, à la violence. Plafond de verre ou précarité pour l'emploi, charge mentale de la famille se reflètent dans le questionnaire.

En Nouvelle Aquitaine la participation féminine dans le mouvement des gilets-jaunes montre la réalité politique locale de ces inégalités.

« Les femmes parmi les gilets jaunes sont majoritairement des cols roses, des femmes qui prennent soin des autres. Elles sont là en tant que professionnelles (...) elles ne peuvent plus prendre soin des autres dans leur métier (...). Elles doivent également prendre soin des autres à la maison, notamment les parents et les enfants »

Magali Della Sudda, Cnrs, Sciences Po Bordeaux).

A la question « Dans l'avenir, que vous faudrait-il de plus pour conforter votre choix de résidence ? » femmes et hommes répondent de la même manière : plus de **transports en commun**, de **services de proximité**, de « **nature** »... Dans le détail, les femmes sont majoritaires à aborder le sujet à travers le transport et les **loisirs des enfants** (école ou activités périscolaires) les courses au supermarché ou la proximité de la famille. Les hommes mentionnent plus souvent le besoin d'une meilleure accessibilité au lieu de travail.

« ... *Maintenir les commerces de proximité. Maintenir le bus qui vient chercher mes enfants pour les amener à l'école.* »

(F 26/45 ans lauldes 16)

Sur l'ensemble du questionnaire le mot « **enfant** » est cité 135 fois, 65 % par les femmes.

La question du **temps** et la référence aux parcours sont également des préoccupations plus importantes chez les femmes. L'allongement des distances parcourues (17,4 km par jour en 1982, contre 25,2 km en 2008) conjugué à la « **double journée** » les placent au cœur des réflexions politiques à venir sur les mobilités.

« ... *des possibilités de transport adaptés aux très petits revenus ainsi qu'aux familles monoparentales en général* »

(F 26/45 ans Poitiers 86)

La question du **logement** revient également dans les réponses de femmes (espace intérieur, situation du logement par rapport aux lieux de vie et de travail de la famille), particulièrement pour les petits revenus ou les familles monoparentales.

Cette question des inégalités femmes-hommes doit a fortiori être regardée du point de vue du développement de la **monoparentalité**. La monoparentalité (qui touche très majoritairement les femmes) complexifie et alourdit la charge parentale. Elle renforce le besoin de soutien et de commodités. Elle aurait tendance à générer un retour vers la ville, considérée comme proposant plus de logement de petite taille et plus de services de garde d'enfants.

2^{ème} enjeu : une ville attractive pour les plus âgés et repoussoir pour de plus en plus de jeunes ?

La ville apparaît attractive pour les plus de 65 ans par nécessité (santé, isolement, mobilité) et repoussoir pour une partie des jeunes adultes (pollution, nuisance, accès à la propriété) même si les études et l'emploi les fixent durablement en ville.

Les contraintes sont nombreuses dans le choix d'une résidence : **travail, coût du logement, transports**, amenant les citoyen-ne-s à reporter leur rêve de mobilité pour plus tard, ou au contraire à quitter un endroit aimé pour des raisons de santé par exemple.

Ces hypothèses sont également à remettre en perspective dans une logique de parcours historique ou générationnel. La génération actuellement à la retraite suit un parcours de la campagne vers la ville. Après avoir souhaité quitter la campagne (aussi bien pour ce qui concerne le travail que le logement) vue comme agricole et s'être installée en ville (le plus souvent dans le périurbain) tout en travaillant dans les industries ou les entreprises de services en milieu urbain, cette génération se rapproche encore plus du centre-ville aujourd'hui. Les jeunes générations semblent moins marquées par cet imaginaire d'un exode rural mais davantage par celui de l'urbain généralisé avec lequel elles peuvent entretenir un rapport ambivalent, entre attraction (pour les sorties) et répulsion (stress urbain). C'est peut-être dans la transition entre fin des études, accès à l'autonomie et entrée dans l'activité et dans la parentalité couplée au désir d'accession à la propriété que s'opère une démarcation entre jeunes qui recherchent ou qui rejettent la ville.

Les retraité.e.s représentent près de 25% de la population rurale française. Le questionnaire reflète une double réalité : l'attrait de la campagne pour les seniors, puis l'arrivée progressive des problèmes de santé et d'autonomie, nécessitant une augmentation des services.

« On a déménagé en ville pour l'accès aux services (...) et l'autonomie que cela apportait. Pas tellement pour le cadre de vie ».

(H, + de 65 ans, La Rochelle, 17)

Les **déserts médicaux**, la raréfaction des services publics sont perçus comme un frein au bien-vieillir en milieu rural. La ville symbolise cette proximité des services et la possibilité de s'affranchir de la voiture.

Les discussions en groupe de travail entre ruraux et urbains montrent les limites de ce découpage, en rapport avec la diversité des territoires, plus ou moins bien équipés pour faire face à ces problématiques.

« Retraité et vivant seul, la ville est le lieu de résidence le plus adapté ». (H, plus de 65 ans, Angoulême).

« Situation actuelle convenable, rapprochement éventuel d'une ville si problème d'autonomie »

(H, + de 65 ans, Dirac, 16.

Les 14/25 ans sont sensibles aux questions écologiques, comme en témoignent le mouvement *Youth for Climate*, la popularité de Greta Thunberg ou la mobilisation de l'électorat jeune vers les partis mettant l'écologie comme priorité. Les jeunes sont aussi ceux qui se sentent les plus affectés, comme en témoigne l'éco-anxiété et le stress face à un changement climatique inévitable. La ville apparaît comme un repoussoir pour des jeunes en quête d'un modèle plus durable.

« J'aime pas la ville, les bouchons, l'air. On s'y sent oppressé, toujours pressé »

(F, 14/25 ans, Talence, 33).

3^{ème} enjeu : **solitude urbaine et isolement rural ?**

La ville maximise les relations sociales dit-on, mais une part importante des citadin·e·s n'en profitent pas ou peu. Qu'en est-il à la campagne ? Quelles sont les conditions nécessaires pour éviter l'isolement des personnes âgées ? Et pour les jeunes sans emploi, les familles monoparentales ?

La solitude touche un grand nombre de français, 5,5 millions d'après l'association Astrée, et les premières victimes sont les **personnes âgées**, les **jeunes** ainsi que toutes les populations les plus fragiles (**travailleurs pauvres, handicapés, malades, sans-abris**). Et de manière générale les personnes vivant seules.

« A l'avenir (...), en tant que personne seule, la ville me permettrait d'avoir des relations sociales, combattre l'isolement et bénéficier de loisirs avec des tarifs préférentiels ». (F, 45/65 ans, Béruges, 86).

Parmi les causes de la solitude, un changement brusque dans un des réseaux de socialisation (famille, amis, travail, voisinage, loisirs) dû à un décès, une rupture, un licenciement ou encore le départ à la retraite qui fait anticiper sur la vieillesse à venir.

Que ce soit sur la question des relations sociales (« amitié, relations, rencontres ») ou celle des transports le questionnaire et les débats interrogent tant sur l'isolement géographique des ruraux que la solitude des grandes villes.

« Se rapprocher de la ville, au moins la taille d'un bourg pour avoir de quoi faire les courses à pied, groupe médical et pharmacie, et garder du lien social. (...) Dépendant de la voiture pour tout, ce n'est pas raisonnable de penser à une vieillesse sur place » (F. 45/65 ans. Vouldézac. 16).

Les personnes vivant en milieu rural identifient davantage l'isolement dû à la rareté de l'offre et du voisinage. Dans le questionnaire, **42 % des ruraux placent les transports comme première difficulté, avant la proximité des services (14%)**.

« Sans voiture, on est complètement isolé » (H, 26/45 ans, Etcharry, 64)

« Je suis bien plus seul dans mon lotissement de la métropole bordelaise que dans le village de mes parents à Marmande (...) où les vieux sont sur la place du village et jouent à la pétanque avec les plus jeunes » (Atelier)

Lors de son enquête sur les solitudes en France, publiée en 2016, la Fondation de France met en doute l'idée que les réseaux sociaux et collaboratifs pouvaient se substituer aux réseaux de sociabilité traditionnels. Elle note que 80% des personnes isolées n'utilisent jamais de réseaux collaboratifs.

*« J'aimerais rompre l'isolement (...) et retrouver la proximité du voisinage perdue par les nouveaux habitants qui ne s'intègrent pas... »
(F, 26/45 ans, Vindelle, 16)*

Les métamorphoses de l'espace rural depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (exode rural, puis « rurbanisation ») ont conduit au renouvellement de la population. Il est courant d'opposer les anciens et les nouveaux habitants dans le mode d'habiter rural.

Cependant le questionnaire comme les débats montrent une grande variété dans les modes d'habiter l'espace rural et témoignent des compromis qui permettent de partager le bien commun. D'un côté la vitalité d'une vie associative locale, appuyée sur des communes qui représente souvent la principale ressource locale. De l'autre la menace de disparition des services publics, des commerces et de l'offre en service de santé, augmentant les distances d'accès et creusant l'écart avec les personnes les plus isolées.

Le périurbain apparaît comme un territoire d'entre-deux. Soit ancré sur des territoires vivants hérités des anciennes communes rurales péri-urbaines, soit marqué par le **modèle du « lotissement » et son manque de mixité sociale et générationnelle.**

« Au-delà de 70 ans, dans un lotissement, on se sent très seul certains habitants ont déménagé, d'autres sont morts, on ne connaît plus les aens » (Atelier)

On note dans les débats que ce modèle a été exporté dans les plus petits villages : un mode d'habitat et de socialisation perçu comme « urbain » au sein des anciennes communautés rurales et potentiellement porteur d'isolement.

Dans les réponses au questionnaire et dans les débats, les **questions du transport et du numérique** reviennent traverser sans cesse la question des sociabilités.

Côté mobilité, les questions ouvertes du questionnaire mentionnent les difficultés de transports scolaires pour les lycéens, par exemple, vivant en dehors de centre-ville. Les Conseils de développement ont identifié des initiatives exemplaires pour y remédier : nouveaux bus, re-création de services par la collectivité, appui à des initiatives citoyennes ou associatives...

Mal desservis par les transports publics en général, les espaces ruraux font face à de nombreux problèmes : l'accès au numérique est problématique, et la numérisation générale des démarches administratives ne remplace par l'ensemble des services rendus auparavant au plus près des territoires.

*« L'accès au numérique est un facteur d'isolement à la campagne »
F, 45/65 ans, Fontenille, 16*

4^{ème} enjeu : des paradoxes ville/campagne sur l'alimentation ?

L'alimentation est un marqueur de l'imaginaire rural : agriculture locale, commerces de proximité, marchés sont les signes du bien vivre, autrefois attachés au monde rural, mais est-ce encore le cas ? Quelle économie pour faire vivre le monde rural ?

Le terme «alimentation» cache nombre de réalités différentes (agriculture, restaurants, grande distribution, Amap, marchés, potagers ...). Il apparaît comme un thème important et révèle des approches schématiques : un rural rêvé par certaines populations urbaines (manger sain, bio, faire pousser ses légumes dans son jardin ou dans des jardins partagés...), une dimension pratique chez les habitants du rural ou du péri-urbain qui utilisent quotidiennement la voiture dans leurs déplacements (économiser le temps et l'argent en se rendant dans les supermarchés).

Commerces de proximité ? Petites surfaces ? Les avis sont partagés

« [A l'avenir j'aimerais] *des commerces genre petit supermarché pour courses d'appoint, boulangerie* »
(F, 46/65 ans, Bunzac, 16)

« ... *L'accès à des produits locaux de qualité et de proximité : ferme urbaine, rucher, verger ... J'aimerais avoir un jus de pomme bio et local vendu dans un emballage consigné* (F 26/45 ans, Cenon, 33.

« [A l'avenir j'aimerais] *une ou des structures type AMAP permettant l'achat direct au producteur de produits naturels agricoles (fruits, légumes, viande, œufs)* » (F, 45/65 ans, Saintes, 17)

« *Pour aller au supermarché, les personnes sans voitures sont démunies* » (F, 26/45 ans, La Bastide-Clairence, 64)

Les commerces de proximité, nombreux en centre-ville ont disparu dans la plupart des villages :

« Entre 1980 et 1998, le nombre de communes qui ont perdu leurs commerces d'alimentation a été multiplié par trois. Le nombre de celles ayant perdu leur boucherie par 1,4 » (D. Boutet, Université de Tours)

Cependant, même si les chiffres montrent encore une prépondérance des grandes surfaces, le questionnaire et les débats montrent la prise de conscience environnementale des citoyen·ne·s au bénéfice d'une autre alimentation.

Rapportée au débat rural/urbain, elle s'accompagne d'une idéalisation du couple campagne/nature.

Lors des ateliers les participant·e·s aux débats mentionnent les Projets Alimentaires Territoriaux (PAT), impulsés par les collectivités et les acteurs locaux. L'exemplarité de certaines collectivités et institutions publiques pour l'alimentation est citée : cantines scolaires et de collectivité, EHPAD, hôpitaux qui font appel aux circuits courts, à l'alimentation biologique, ou proposent des repas sans viande. Ces initiatives apparaissent aux citoyen·ne·s comme des initiatives positives, en rapport direct avec l'alliance des territoires ruraux et urbains.

5^{ème} enjeu : pollution et nuisances : pas qu'urbaines ?

Pollution et nuisances, quel est le meilleur endroit pour vivre : la ville bruyante, dangereuse, fatigante, encombrée ; la campagne et ses bruits de tracteurs, ses pesticides, ses longs trajets pour se rendre au travail ?

La pollution engendrerait une diminution de l'espérance de vie de quinze mois en ville et de neuf mois à la campagne (Jean-Christophe Brisard, *Irrespirable, le scandale de la qualité de l'air*, éditions First). Loin de la pureté d'un « bon air de la campagne », l'intensification de l'agriculture participe à la pollution de l'air. C'est la ville qui, dans les représentations, rassemblent les critiques.

« *Vivre à la campagne à côté d'une exploitation agricole n'est plus possible si elles n'évoluent pas* » (F, Libourne)

« *Ce n'est pas la question de l'agriculture, mais celle de l'agriculture industrielle.* » (H, Cambo, 64)

« *De plus en plus de cancers chez les agriculteurs et même les riverains (cancers de la peau)* ». (H, Dardenac, 33)

« *Air pollué, eau des piscines aussi, par les pesticides* » (H, La Rochelle).

Pour autant, la pollution en milieu rural est fortement mise en avant aussi bien dans les réponses commentées que lors des ateliers. Les participant·e·s reviennent sur la nécessité de transformer l'agriculture pour préserver le cadre de vie,

aussi bien pour les personnes qui y résident déjà que pour celles qui rêvent de s'y installer. **Le bruit** est mentionné comme une nuisance urbaine, peu de témoignages évoquent le bruit comme une nuisance sonore à la campagne, alors que le sujet défraie la chronique des faits divers (coqs, cloches d'église que ne supporteraient pas les « rurbains »).

Le périurbain est particulièrement exposé. Zone de transition entre l'urbain et le rural, il subit les **externalités négatives des territoires voisins** en concentrant les activités industrielles et le **trafic routier** régional et international (embouteillages des rocadés et pénétrantes). Des transports en commun beaucoup plus fréquents, desservant les banlieues et petites villes périphériques des grandes agglomérations seraient un début de solution.

« Nuisances sonores, bars qui diffusent de la musique très fortement » (H, 45/65 ans, Angoulême)

« Les difficultés de la ville... embouteillages, nuisances sonores » (F, 14/25 ans, Villenave d'Ornon).

« [à l'avenir j'aimerais] simplement des transports collectifs réguliers vers la ville de Bayonne afin d'éviter les embouteillages matinaux et la pollution qu'occasionnent les transports individuels » (F, 45/65 ans, Cambo-les-Bains, 64)

Les loisirs des week-ends pour les urbains montrent cependant **le besoin de « nature »**. L'idéalisation et la patrimonialisation du rural explique les 35 % des urbains qui se rendent une à deux fois par mois à la campagne.

« Les nuisances de la ville (bruits, pollution) me donnent l'envie d'aller me ressourcer à la campagne (...) ce que je fais environ une fois par mois (...) les lieux de nature me manquent un peu » F, 26/45 ans, Bordeaux [33]

Entre les aspirations des ruraux et celles des urbains, les discussions montrent un consensus sur le désir de partager un espace moins pollué et plus naturel, alternative aux enjeux posés par la crise climatique et environnementale. Cela peut être même un enjeu sur le choix d'une résidence future.

« [Dans l'avenir j'aimerais] privilégier la proximité avec une ville moyenne, éviter les fortes contraintes et nuisances d'une grande ville ». (H, 26/45 ans, Pau, 64)

6^{ème} enjeu : le rural, un territoire idéalisé ?

Famille, enfance, patrimoine, solidarité semblent attachés à la campagne comme lieu refuge, mais est-ce encore le cas ? Dans quels endroits, dans quel contexte ?

La France est devenue majoritairement urbaine relativement tard (1930). Presque chaque français, originaire des régions françaises ou d'autres régions d'Europe ou d'Afrique, connaît dans sa famille un aïeul qui habitait la campagne.

La campagne est associée à l'enfance, aux vacances, à la famille que l'on va visiter. Dans le questionnaire, les items Famille et Enfance arrivent respectivement deuxième et quatrième rangs des items les plus rattachés à la campagne.

Le **sentiment d'appartenance** et les **racines** sont associés au monde rural par 45 % des répondant·e·s au questionnaire, au point d'en faire une destination lors du départ à la retraite.

*« ... hérité d'une ancienne grange dans la ferme viticole familiale. Envie d'y faire notre résidence principale et de retourner dans le coin où nous avons grandi avec mon mari, avant l'arrivée de notre premier enfant »
(F, + 65 ans, Noaillac, 33)*

A la question « *Depuis combien de temps résidez-vous dans votre commune* », les urbains répondent en moyenne 15,9 ans, les ruraux, plus sédentaires, 19 ans,

« J'habite la ferme de mes parents et arrière grands parents, je ne veux pas changer de résidence » (F, 45/65 ans, Dignac, [16])

Certains n'ont jamais quitté leur village et le revendiquent.

La campagne est redevenue attractive : **31,5% des répondant.e.s de l'enquête désirent s'en rapprocher, pourcentage comparable au désir de ville de 38 % des ruraux**. Dans les représentations, on est loin d'un exil rural massif tel qu'il s'était produit en France pendant les 30 glorieuses, quelles que soient les contraintes liées à l'emploi et aux services.

Derrière ces représentations il existe **des campagnes au pluriel**, déterminées par leur environnement, leur histoire, leur démographie

Dans les ateliers, les participant·e·s reviennent sur le rural. Morceaux choisis

« Le monde rural n'est plus le même, il est autant résidentiel qu'agricole... »

« Les nouveaux arrivants n'ont pas les mêmes représentations que les anciens »

*« Un héritage, des racines, un sentiment d'appartenance...
des souvenirs vécus petits, même pour des séjours courts
(famille, vacances...) ».*

*« Un renouveau du rural ? Territoire de conquête d'un autre
mode de vie, avec l'apport du travail à distance ? »*

*« Le rural est attractif auprès d'une population qui veut
retrouver le lien à la terre, la nature, comme un espace de vie
plus alternative (auto-production, moins de
consommation...) »*

*« Lieu de transition, pour des populations (assez jeunes) qui
ont peu de revenus et qui y font de la colocation, partagent
leurs ressources, se posent... avant de repartir »*

*« Pour des familles qui veulent élever leurs enfants dans un
autre cadre plus sain... Même si ça heurte ce qui est dit sur la
pollution non visible ».*

*« Ces passages génèrent des projets associatifs, culturels et
même économiques... qui peuvent amener certains d'entre
eux à y rester, créer une activité ou vivre leur activité à
distance... »*

*« C'est ce rapport à l'identité de la campagne qu'il faut
travailler, mettre en commun entre résidents originaires,
résidents ponctuels (anciens et nouveaux) et nouveaux
résidents, des anciens qui reviennent ou des vrais nouveaux...
qui n'ont pas cette vision partagée de l'identité territoriale »*

Préconisations

① PARTAGER

La Coordination régionale des Conseils de développement de Nouvelle-Aquitaine invite les élus locaux et régionaux, les EPCI et PETR, les Collectivités territoriales et les services de l'Etat à s'approprier ces travaux.

La diversité des territoires et des conseils de développement représentés dans la Coordination régionale permet d'enrichir le débat local et régional.

La crise actuelle ne fait qu'abonder en faveur de nouvelles alliances entre territoires ruraux et urbains qui ensemble trouveront la **résilience aux mutations de la société**.

② APPROFONDIR

La CrCD-NA considère ce travail comme **une esquisse**.

Réalisé avec les moyens du bord, il nécessite d'en creuser résultats et pistes.

Il existe une grande richesse d'expériences locales qui pourraient être valorisées et servir d'exemple aux autres territoires.

Pour ne citer que quelques exemples : des offres alternatives de mobilité en milieu rural, le transport fluvial de marchandises, des sociétés locale citoyennes de production d'énergie renouvelable, des programmes alimentaires locaux, des espaces test agricoles, des maisons de santé rurales, des télévisions participatives, des manifestations culturelles en lien avec le patrimoine...

La CrCD-NA se tient à la disposition des institutions pour **prolonger la réflexion en mobilisant l'expertise citoyenne, et pour contribuer à renouveler les politiques publiques**

③ COOPERER

La CrCD-NA invite à développer des pactes entre territoires ruraux et urbains pour construire de nouvelles alliances, complémentarités, réciprocitys...

Pour la CrCD-NA il est nécessaire de favoriser :

- ✓ un **dialogue permanent entre habitant·e·s ruraux et urbains**
- ✓ des **alliances inter-territoriales**, entre territoires néo-aquitains (partage de pratiques et d'expériences, jumelages...) mais aussi avec d'autres territoires « frontaliers » aux nôtres (autres régions françaises et espagnoles);
- ✓ des **coopérations interinstitutionnelles** (Etat, Région(s), Départements, EPCI) ;

La CrCD-NA peut être un levier important de ces nouvelles coopérations en mobilisant les réseaux des conseils de développement qui rassemblent des centaines d'acteurs impliqués sur le terrain économique et social.